



Le blocus étasunien contre Cuba est une fois de plus condamné aux débats de l'Assemblée Générale de l'ONU



Par María Josefina Arce

La 68^e session de l'Assemblée Générale de l'ONU vient à peine de commencer à New York et la condamnation du blocus de Cuba est un sujet permanent dans les discours de nombreux chefs d'état ou de gouvernement.

Des pays d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique ont élevé leurs voix pour demander la fin de cette politique qualifiée d'anachronique et de génocidaire. Le président salvadorien, Mauricio Funes, a mis l'accent sur le droit du peuple cubain, qui est aussi le droit de tous les peuples du monde à chercher leur développement et le bien être, moyennant une intégration complète.

Pour sa part, le président bolivien, Evo Morales, a qualifié les sanctions économiques, commerciales et financières imposées par Washington depuis une cinquantaine d'années, du pire génocide. Il a critiqué le gouvernement étasunien qui ignore les résolutions de l'Assemblée Générale qui demandent la levée du blocus de Cuba.

Chaque année depuis 1992 l'Assemblée Générale de l'ONU adopte une résolution demandant la fin du blocus de Cuba, une clameur mondiale que les administrations successives aux États-Unis ont rejeté.

Allant à l'encontre de la volonté de la quasi totalité de la communauté internationale, les autorités de Washington continuent d'adopter de nouvelles sanctions économiques contre notre pays, elles ont renforcé la poursuite des activités des entreprises et des transactions



financières internationales de Cuba y compris celles destinées à verser des paiements aux organismes de l'ONU, elles continuent de voler des marques commerciales cubaines.

La réalité est que le gouvernement du président Barack Obama a renforcé l'application extra territoriale du blocus en imposant des amendes et des sanctions à des entreprises étrangères et étasuniennes qui opèrent dans des pays tiers.

Les pertes que cette politique hostile a causées au peuple cubain, sont estimées à plus d'un billion de dollars. 70% de la population cubaine est née et grandit au milieu du blocus des États-Unis.

Des domaines sensibles comme la santé, l'alimentation et l'éducation ont été affectés par cette mesure unilatérale, qui, l'année dernière, a été rejetée par 188 pays qui considèrent qu'il s'agit d'une violation des droits de tout un peuple qui a défendu coûte que coûte sa souveraineté et qui, malgré les obstacles, a continué de se développer, d'avancer sur le plan économique et social.